

CHAKIB KHELIL DEPUIS BLIDA :

«Les travailleurs égyptiens qui quittent l'Algérie seront remplacés par des Asiatiques»

A l'issue de sa visite de travail hier à Blida, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, on ne peut plus clair au sujet des travailleurs égyptiens qui veulent quitter l'Algérie. Il fera savoir qu'ils seront remplacés systématiquement par des travailleurs algériens voire des Pakistanais ou des Indiens.

Cependant, Khelil reste convaincu que les investisseurs égyptiens en Algérie, à l'exemple de ceux du projet d'engrais d'Arzew ou de l'immobilier détenu par la firme Orascom, n'abandonneront pas leurs projets d'autant qu'il n'est pas, dirait-il, de leur intérêt de laisser leurs capitaux partir en fumée.

Quant aux exportations de l'Algérie vers l'Egypte, Chakib Khelil informera

qu'un million de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) est vendu annuellement au pays des pharaons en sus du ciment.

Il est à noter qu'avant cette déclaration, le ministre de l'Energie et des Mines a procédé à l'inspection du projet de l'entreprise Algesco qui fera, une fois les travaux terminés, dans le contrôle et la maintenance des turbines à gaz et des compresseurs. Cette entre-

prise créée en 1993 et située à Guerouaou, à 10 kilomètres de Blida, est une société mixte Sonelgaz et Sonatrach. Tout comme il a allumé la torche de mise en service de gaz de la cité des 720 logements de Diar El Bahri, dans la commune de Béni-Mered.

Ce nouveau réseau de gaz naturel d'une longueur

de 3,5 kilomètres alimentera 98 foyers.

Des explications en matière de réalisation de ce projet lui ont été fournies par Abdelhamid Mazri, directeur de la distribution de Sonelgaz.

Il y a eu également la visite du poste électrique haute tension de Boufarik. Implanté sur une superficie

de 25 000 m2, ce poste est un transformateur d'électricité de 60 000 volts à 30 000 et 10 000 volts alimentant les localités de Boufarik. Abdelkader Mettaï, P-dg de la société de l'électricité centre, a insisté sur l'importance de l'implantation de ce poste qui jouxte le territoire de la capitale.

Enfin, Chakib Khelil s'est

enquis de la nature des interventions de l'entreprise Etterkib qui réalise le montage et la maintenance des équipements mécaniques et électriques ainsi que la réalisation des travaux de canalisation et celle de l'Inerga qui est une société de réalisation d'infrastructures énergétiques.

M. B.

CONTRAINTS PAR LES MESURES DE LA LFC 2009

Les investisseurs français cherchent l'apaisement

C'est l'apaisement que les investisseurs français, contraints par les mesures de la LFC 2009, semblent rechercher. Néanmoins, la délégation d'entrepreneurs français, présents depuis hier à Alger, manque de représentants de l'industrie et du secteur pharmaceutique.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009 ne semblent plus assombrir aussi intensément le ciel des relations économiques algéro-françaises.

C'est l'apaisement que des opérateurs économiques français, présents depuis hier à Alger, semblent rechercher en effet. Et c'est le message transmis notamment au président du Forum des chefs d'entreprises (FCE). Hôte hier d'une rencontre économique algéro-française, Réda Hamiani a estimé que «la nouvelle réglementation ne doit pas constituer un handicap» et que «la volonté de coopérer doit prendre le dessus».

Selon le président du FCE, «les grandes potentialités de l'économie algérienne peuvent autoriser à transcender les difficultés conjoncturelles, poursuivre l'articulation étroite des intérêts des entreprises algériennes et françaises, dans le cadre d'un partenariat équilibré, fondé sur des alliances stratégiques».

«Arrêtons de nous chamailler...»

Répondant, le président d'honneur du Mouvement des entrepreneurs de France (Medef), François Perigot, a déclaré : «Arrêtons de nous chamailler. Ça ne sert à rien». Voire, «ne pas remettre en cause ce qui a été construit», dira-t-il.

Tout en reconnaissant que les Français, premiers fournisseurs de notre pays, subissent l'impact direct de ces mesures, François Perigot a, néanmoins, réaffirmé la volonté des opérateurs français de «connaître, comprendre et coopérer».

En comprenant, comme l'a laissé entendre le président du FCE, qu'ils pourraient obtenir la conduite technique et la gestion des projets, et transformer leur part minoritaire en part majoritaire en s'alliant avec plusieurs opérateurs privés locaux.

La rentabilité du projet Total-Sonatrach en question

Premier investisseur étranger hors hydrocarbures

(avec notamment un stock d'IDE de 2,3 milliards de dollars), la France compte investir, sur le moyen terme, un montant de 5,3 milliards de dollars.

Parmi ces investissements, le projet de vapocraquage d'éthane à Arzew, lancé depuis 2007 en partenariat entre Sonatrach Aval et la compagnie française Total Petrochemicals, pour une valeur initiale de 5 milliards de dollars.

Un projet dont l'avancement technique et contractuel dépend, selon un vice-président de Total Petrochemicals, Francis Raatz, tant de la maîtrise du montant de l'investissement que de l'éventualité d'un risque de changes et du réinvestissement des exonérations. Voire, de la question de la rentabilité pour le partenaire étranger, mettra-t-il en avant. De fait, la LFC 2009 est «susceptible d'impacter de manière significativement négative» la faisabilité de ce projet, considère Francis Raatz qui attend la publication des textes d'application de la LFC, avant la présentation de ce projet devant le Conseil national de l'investissement (CNI). Cela même si les négociations commerciales liées à l'acquisition des licences de technologie et l'élaboration d'un «scope

final» semblent en bonne voie de finalisation. Et que le partenaire Total est disposé à des «arrangements» concernant l'actionnariat dans ce projet, devant être détenu à 51 % par la partie algérienne.

Absence des industriels français

Néanmoins, la délégation d'entrepreneurs français, une soixantaine, manque de représentants de l'industrie et du secteur pharmaceutique.

La majorité des chefs d'entreprises présents activistes essentiellement dans les secteurs des services ou ceux liés aux hydrocarbures. C'est ce que le directeur général de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI), Mokhtar Chahboub, a constaté, regrettant l'absence d'équipementiers ou d'opérateurs dans les secteurs mécanique et automobile.

C'est également le constat fait par Ammar Ziad, P-dg de la société pharmaceutique Soprophal partenaire du français Innotech, et qui a déploré le «nomadisme» des opérateurs pharmaceutiques français, un facteur selon lui de la régression de la part de marché française à moins de 50 %.

C. B.

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

Ziari épingle l'Union européenne

Des membres de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité Atlantique Nord (AP/OTAN) ont participé, hier, à une journée parlementaire à l'APN. Au menu de la rencontre, les questions relatives aux droits de l'homme et aux pratiques démocratiques.

«Nous avons parfois observé chez certains de nos partenaires de l'Union européenne une tendance fâcheuse à élaborer des politiques énergétiques sans concertation préalable avec les pays fournisseurs de gaz naturel», a déclaré Ziari dans son allocution, en allusion à la question de la sécurité énergétique.

Il expliquera que «le caractère stratégique de l'énergie implique un partenariat équilibré qui tienne compte des intérêts de chacun et des investissements consentis pour assurer l'approvisionnement à très long terme des consommateurs». Les invités de la Commission des affaires étrangères de l'APN ont, pour leur part axé d'emblée leurs interrogations sur les mécanismes sur lesquels se base l'Algérie pour la pratique démocratique et la protection des droits de l'homme, alors que l'Islam est religion d'Etat. L'Algérie se base aussi sur l'Islam dans les aspects législatifs, souligneront les membres participants. C'est Mohamed Seghir Babbes, président du Conseil national économique et social (Cnes), qui répondra aux invités de l'APN, en précisant notamment que l'Islam ne peut être un obstacle dans un Etat démocratique. Il citera dans ce cadre la Turquie dirigée par le président Erdogan, leader du Parti pour la justice et le développement. Le président du Cnes expliquera, par ailleurs, que des partis islamistes siègent à l'Assemblée populaire nationale et cohabitent avec les autres partis.

Pour ce qui est de la situation de la femme en Algérie, Babbes mettra en exergue, dans son intervention, la présence en masse de filles dans les établissements scolaires. Il y a, selon le président du Cnes, 150 filles pour 100 garçons sur les bancs de l'université algérienne, et 143 filles pour 100 garçons dans les établissements du secondaire. Pour sa part, M. Lyes Boukraâ, chercheur universitaire, évoquera les problèmes de sécurité en Méditerranée. Ainsi, selon l'expert, en plus des problèmes déjà identifiés et connus, la problématique de l'eau risque aussi de se poser et d'attiser les conflits déjà existants. A ce sujet, il fera remarquer, notamment, qu'Israël consomme une quantité d'eau supérieure à ses ressources. «Israël puise deux tiers de l'eau depuis la Cisjordanie et Gaza», a-t-il précisé. Les intervenants appelleront aussi à une coordination entre le Nord et le Sud, notamment pour la prise en charge de l'immigration clandestine. Intervenant lors de la rencontre, Abdelaziz Ziari, président de l'Assemblée populaire nationale, rappellera que la visite des parlementaires de l'OTAN est la première du genre en Algérie. Elle ouvre, selon lui, un processus de dialogue qui devrait s'inscrire dans la durée.

Il fera aussi allusion aux rapports de force inégaux qui, selon lui, continuent de prévaloir entre le Nord et le Sud et qui ne semblent pas près de s'atténuer.

F.-Zohra B.

FINANCEMENT DES PROJETS DE PARTENARIAT

La Banque mondiale propose sa participation

Le groupe de la Banque mondiale est «très disponible» à participer au financement des projets de partenariats. C'est ce qu'un représentant dudit groupe a assuré hier lors d'une rencontre économique algéro-française, en indiquant que la Banque mondiale, la Société financière internationale et la société multilatérale de garantie peuvent participer au «tour de table».

Il s'agit, en fait, de soutenir financièrement le développement du secteur privé. En notant que les mesures de la loi de finances complémentaire pour 2009 «n'ont rien d'extraordinaire», selon ce représentant de la BM.

Néanmoins, il a estimé que ces mesures qui visent à parer la menace de l'explosion des importations «n'ont rien d'extraordinaire». De telles mesures sont prises en effet selon lui dans d'autres pays et notamment, et de manière positive, en Afrique du Sud.

C. B.

ASSURANCE-VIE ET RÉASSURANCE

La SAA élargit sa coopération avec la MACIF

La Société nationale d'assurances (SAA) élargit sa coopération avec la compagnie mutualiste française MACIF. Selon son P-dg, Amara Latrous, qui intervenait hier à la rencontre économique algéro-française, la SAA lancera, l'année prochaine, un programme de coopération avec la MACIF dans le domaine de la réassurance. De même, les deux compagnies coopèrent en matière d'assurance rapatriement des dépouilles mortelles selon Amara Latrous qui a indiqué, que 5 000 rapatriements ont lieu annuellement de France. Voire, les deux sociétés avancent dans la création d'une joint-venture spécialisée dans l'assurance-vie, une première dira-t-il.

Selon le P-dg de la SAA, la création juridique de cette société, détenue à 59 % par des capitaux publics et à 41 % par la MACIF qui en détiendra la direction générale, est en bonne voie de finalisation. Il a également indiqué que le conseil d'administration de cette joint-venture devrait compter deux à trois banquiers algériens, dans l'optique du développement de la bancassurance.

C. B.